REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

5e CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Electrices, Electeurs,

Continuer sur la voie réactionnaire du gaullisme ou engager la France sur le chemin de la démocratie véritable : tel est le choix qui s'impose.

LA MALFAISANCE DU POUVOIR GAULLISTE

SALAIRES. — 4 millions de salariés gagnent moins de 60 000 A.F. par mois. Le pouvoir d'achat se rétrécit tous les jours alors qu'en 1967 chaque ouvrier produit en 40 heures de travail autant qu'en 60 heures de 1957.

LOGEMENTS. — Construction insuffisante et loyers trop élevés. Ainsi à Avon, 30 logements sont occupés sur 150 aux « Yèbles ». Au rythme actuel, il faudra plus de 25 ans pour remplacer les 8 000 000 de logements vétustes.

SANTE. — Moins de 3 % du budget national. Il manque 300 000 lits. A raison de 9 000 lits équipés par an, les besoins de 1967 ne seront satisfaits qu'en l'an 2000.

EMPLOI. — Le 5e Plan prévoit 600 000 chômeurs, surtout des jeunes, pour 1970. Notre région a connu une grande perte d'emplois : à Champagne, 500 départs à J.-S. ; à Avon, plus de 400 à la PIC. La décision du gouvernement de retirer la France de l'O.T.A.N. fait disparaître plus de 1 200 emplois, sans aucune mesure sérieuse de reclassement.

ENSEIGNEMENT. — Actuellement la moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles quittent l'école sans métier.

La dernière mesure, préélectorale, de prolonger la scolarité jusqu'à 15 ans n'aboutit qu'à fournir au patronat des apprentis sans aucune rémunération.

CULTURE. — Au rythme actuel de construction des Maisons de la Culture il faudrait un siècle pour réaliser les projets présentés !

CE QUE LE PARTI COMMUNISTE PROPOSE

EXPANSION DE L'ECONOMIE ET RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DE LA POPULATION

D'où les trois propositions fondamentales :

NATIONALISATION DES GRANDS MONOPOLES industriels (notamment l'électro-mécanique) et bancaires ; participation des syndicats à la gestion des entreprises nationales ;

PLAN DEMOCRATIQUE DE DEVELOPPEMENT économique et social assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays, garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous-développées.

DEMOCRATISATION DE L'IMPOT : relever à 500 000 A.F. l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, réduire les taxes de vie chère, faire payer les sociétés capitalistes.

ETABLIR LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

— NOUS VOULONS QUE SOIENT ABROGEES toutes les dispositions qui, dans la Constitution actuelle, établissent le pouvoir personnel ;

— NOUS VOULONS UN GOUVERNEMENT D'UNION DEMOCRATIQUE fort et stable qui s'appuie sur une majorité cohérente fondée sur l'entente des partis démocratiques autour d'un programme commun ;

— LE GOUVERNEMENT DOIT ETRE RESPONSABLE devant une Assemblée Nationale représentant vraiment le peuple, élue à la représentation proportionnelle.

UNE POLITIQUE FRANÇAISE DE PAIX

— LA DENONCIATION DE L'AGRESSION AMERICAINE AU VIETNAM qui massacre un peuple courageux et menace la paix mondiale est actuellement au centre de nos préoccupations.

— POUR LE DESARMEMENT, NOUS VOULONS OBTENIR L'ABANDON DE LA FORCE DE FRAPPE ainsi que le service militaire à un an, l'adhésion de la France au Traité international de Moscou, l'opposition résolue à l'armement nucléaire de l'Allemagne de Bonn ;

— NOUS SOMMES POUR LE REMPLACEMENT DES BLOCS MILITAIRES PAR UN SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE entre tous les pays d'Europe.

POUR REALISER LE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

IL FAUT réaliser l'union des hommes et des femmes de progrès CONTRE LA REACTION quel que soit son visage. En 1965, avec un candidat qui se réclamait de l'union des partis de gauche et condamnait toute alliance avec la réaction, de Gaulle a été mis en ballottage au premier tour des élections présidentielles.

IL FAUT se mettre d'accord sur un PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT.

L'accord réalisé entre le Parti Communiste et la Fédération de la Gauche est un encouragement. Mais il reste limité.

L'expérience a montré qu'en France, IL N'Y A PAS DE GAUCHE VERITABLE, NI DE POLITIQUE SOCIALE SANS LES COMMUNISTES. IL FAUT QUE LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AIT LA PLACE QUI LUI REVIENT DANS LA NATION.

Electrices, Electeurs,

DES LE PREMIER TOUR :

— VOTEZ pour une France démocratique, indépendante, pacifique et prospère ;

— VOTEZ pour

Bernard RIDOUX

44 ans - Docteur en médecine
Ancien interne des hôpitaux
Ancien Interné Résistant
Médecin lieutenant de réserve
Délégué cantonal des Ecoles Publiques

Robert DESLANDES

46 ans - Agent technique - Militant syndical
Conseiller municipal de Bagneaux-sur-Loing
Administrateur de la Caisse Primaire
de Sécurité Sociale de Melun

Candidats du Parti Communiste Français pour l'Union des Forces de gauche et démocratiques.

IMP. DU CENTRE-GAUTHIER - FONTAINEBLEAU 422-23-58

VU : LE CANDIDAT.